

Questions orales

[Français]

L'INDUSTRIE DU TEXTILE**LA POSITION DU GOUVERNEMENT**

L'hon. Jean Lapierre (Shefford): Monsieur le Président, en l'absence du ministre de l'Expansion industrielle régionale, j'adresserai ma question au ministre du Commerce extérieur.

Le 29 novembre dernier, le gouvernement disait à la Chambre qu'il annoncerait une politique ayant trait au textile au cours des prochains mois. Le 1^{er} mai 1985, les porte-parole du gouvernement nous parlaient encore d'un plan majeur visant à restructurer l'industrie du textile; 11 mois plus tard aucun plan n'a encore été annoncé; les emplois se perdent par centaines, et ce que je veux savoir du ministre, c'est: Est-ce qu'ils attendent la disparition complète du secteur avant d'annoncer leur plan?

[Traduction]

L'hon. James Kelleher (ministre du Commerce extérieur): Monsieur le Président, je voudrais rassurer le député et lui dire que le gouvernement veut faire tout en son pouvoir pour permettre à l'industrie textile de survivre. Je signale au député qu'un groupe de ministres travaillent actuellement à ce programme. Nous espérons pouvoir discuter bientôt la question au cabinet et annoncer une politique du textile qui sera avantageuse non seulement pour le secteur mais pour le Canada tout entier.

[Français]

ON DEMANDE SI LE MINISTRE A L'INTENTION D'ARRÊTER LE PAIEMENT AUX USINES EN CAUSE

L'hon. Jean Lapierre (Shefford): Monsieur le Président, entre-temps les industries ferment leurs portes et, actuellement, 755 employés du textile doivent prendre le chemin de l'assurance-chômage au cours des prochains mois.

Ce que je veux savoir du ministre, c'est ceci: A-t-il l'intention d'interrompre le paiement prévu à la Dominion Textile pour une somme de 6 millions de dollars afin d'améliorer les deux usines qui fermeront en juin? Va-t-il se servir de l'argent des «payeurs d'impôt» pour des usines qui seront fermées dans quelques mois?

[Traduction]

L'hon. James Kelleher (ministre du Commerce extérieur): Monsieur le Président, il me faudra prendre cette question en délibéré. Je ne suis pas au courant du paiement effectué à la Dominion Textile. Cette affaire relève du ministre de l'Expansion industrielle régionale. Je porterai cette question à son attention et nous verrons à ce qu'une réponse soit donnée.

LES ACCORDS FISCAUX ENTRE LE GOUVERNEMENT FÉDÉRAL ET LES PROVINCES**L'ANNONCE FAITE PAR LE MINISTRE**

M. Rod Murphy (Churchill): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre des Finances. Le mois dernier à Halifax, il a annoncé lors d'une réunion à huis clos qu'il avait décidé de diminuer le montant des paiements de transfert que devraient recevoir les provinces en vertu de la loi actuelle. Le ministre n'ignore pas que cet argent est consacré aux soins de santé, à l'enseignement supérieur et à d'autres programmes provinciaux. Le ministre pourrait-il confirmer aux Canadiens que c'est effectivement ce qu'il a annoncé?

L'hon. Michael Wilson (ministre des Finances): Monsieur le Président, j'ignore d'où le député peut tirer cette information. J'aimerais toutefois lui dire qu'il n'a pas été question de montants précis. Dans mon exposé budgétaire de mai dernier, j'ai dit que le taux de croissance allait être freiné afin de permettre une économie de 2 milliards de dollars par rapport à ce qui se passerait si le précédent taux de croissance était maintenu. Les montants qui seront versés aux provinces représenteront le même pourcentage des dépenses consacrées aux programmes en 1990-91 qu'au cours de l'année financière actuelle. La part provinciale des dépenses du gouvernement fédéral demeurera donc identique.

L'INCIDENCE SUR LES PROVINCES

M. Rod Murphy (Churchill): Monsieur le Président, ma question supplémentaire s'adresse au même ministre. Il n'a pas répondu à ma question.

Le budget ne mentionnait absolument pas une diminution des paiements de transfert pour l'année prochaine. Le ministre reconnaît-il que c'est en fait le cas? Va-t-il finalement révéler au public les montants concernés? C'est une affaire grave. Pourquoi ne pas parler franchement?

L'hon. Michael Wilson (ministre des Finances): Monsieur le Président, j'ai annoncé dans mon exposé que c'est à partir de la prochaine année financière que nous commencerions à faire ces économies de 2 milliards de dollars.

M. Murphy: Ce n'est pas dans votre budget. Il n'y a rien dans votre budget.

M. Wilson (Etobicoke-Centre): Le député pourrait-il me laisser répondre à sa question? Il dit qu'elle est importante. J'aimerais qu'il écoute ma réponse.

Ces économies vont débuter l'année prochaine. Mais il n'a pas été question à la réunion d'Halifax des montants qui pourront être épargnés. Une autre rencontre aura lieu d'ici quelques semaines. J'espère alors pouvoir m'entendre avec les provinces sur la question du montant.